

Unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal – CS 83037
29334 QUIMPER Cedex

Quimper, le - 5 JAN. 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2023

Contexte et constats

Publié sur 

PRESTIA GALVA 29

**ZI DE KERANGUEVEN
29460 HANVEC**

Références : ENV-D-24.0002
Code AIOT : 0005500840

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2023 dans l'établissement PRESTIA GALVA 29 implanté ZI DE KERANGUEVEN 29460 HANVEC. L'inspection a été annoncée le 09/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PRESTIA GALVA 29
- ZI DE KERANGUEVEN 29460 HANVEC
- Code AIOT : 0005500840
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PRESTIA G29 exploite une unité de galvanisation autorisée par l'arrêté préfectoral n°98-1397 du 17/08/1998, modifié par l'arrêté préfectoral n°16-09 AI du 11/03/2009 et le donner acte du 12/06/2018 (rubrique 3260).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative
- suites données à l'inspection du 05/07/2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 11/03/2009, article 1.2.1	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
2	Exploitation d'un forage	Arrêté Préfectoral du 11/09/2003	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
7	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13.I	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 7	Sans objet
6	Bassin de confinement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Stockages	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.II	Sans objet
4	Chargement et déchargement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.V	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation administrative des installations n'apparaît pas maîtrisée par l'exploitant. En effet, celui-ci n'a pas déclaré l'activité exercée au sein de l'installation classée au titre de la rubrique 2566 de la nomenclature des installations classées, en application de l'article L. 512-8 du Code de l'environnement. Il n'est pas non plus titulaire de la déclaration requise à l'article L. 214-3 du Code de l'environnement concernant l'exploitation d'un forage classé au titre de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités figurant au tableau annexé à l'article R. 214-1 du Code de l'environnement.

Au plan technique, un écart majeur relevé lors de la précédente inspection menée en 2021 n'a pas été résorbé. Le système documentaire présenté n'identifie pas les dispositifs de traitement des eaux pluviales. Enfin, la gestion opérationnelle du bassin de régulation/rétention des eaux ne garantit pas la prévention des impacts chroniques et accidentels.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2009, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques de la nomenclature des installations classées
Prescription contrôlée : L'établissement comprend les installations classées décrites ci-dessous : <ul style="list-style-type: none">- rubrique 2565.2.a (A) : volume total des cuves de traitement égal à 417 000 litres ;- rubrique 2567 (A) : volume total du bain de métal fondu égal à 26 000 litres ;- rubrique 1412.2.b (D) : dépôt de propane en réservoir aérien fixe de 35 tonnes ;- rubrique 1434.1-b (D) : installation de distribution de FOD (2 m³/h) et de gazole (5 m³/h) ;- rubrique 1611-2 (D) : stockage d'acide chlorhydrique à plus de 20% égal à 128 tonnes.
Constats : <u>Rubriques 2565 - 3260</u> L'inspection indique que l'activité du site est soumise à autorisation avec garanties financières sous la rubrique 3260 de la nomenclature (donner acte du 12/06/2018). De ce fait, l'installation n'est plus classée au titre de la rubrique 2565 (pas de double classement). L'exploitant précise que le volume total des cuves affectées au traitement est de 338 m ³ . <u>Rubrique 2567</u> L'exploitant indique que le bain de zinc a été changé en août 2022. La nouvelle cuve est plus profonde de 30 cm pour un volume de 28 m ³ . Cette modification a été portée à la connaissance de l'inspection par courriel en date du 03/06/2022. <u>Rubrique 1412</u> L'inspection indique que la rubrique a été supprimée par le décret n°2014-285 du 03/03/2014. <u>Rubrique 1434</u> L'exploitant déclare la présence d'une cuve de 2000 litres de GNR pour l'alimentation d'un chariot élévateur. L'exploitant n'est pas en capacité d'indiquer le débit maximal associé à cette installation. <u>Rubrique 1611</u> L'exploitant déclare la présence de 3 cuves aériennes d'acide chlorhydrique : 1 cuve de 30 tonnes d'acide à 33% et 2 cuves d'acide dilué usagé. L'inspection indique que la rubrique a été supprimée par le décret n°2014-285 du 03/03/2014.

Rubrique 2566

L'exploitant informe l'inspection d'un projet de remplacement du four pyrolyse en 2024, utilisé pour décaper les pièces métalliques peintes avant traitement. L'exploitant indique que le four pyrolyse existant est insuffisamment dimensionné pour les besoins industriels à venir. Cette activité est susceptible de relever de la rubrique 2566 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement relative au nettoyage, décapage des métaux par traitement thermique. En effet, l'activité est classée sous cette rubrique.

Par courriel du 22/12/2023, l'exploitant indique les dimensions de l'équipement existant : 1,80 m (L) x 1 m (l) x 0,90 (h), soit une capacité volumique de 1620 litres. L'installation relève donc d'un classement sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique 2566 de la législation précitée. L'exploitant n'est pas titulaire de la déclaration requise par cette rubrique en application de l'article L. 512-8 du Code de l'environnement.

Observations :

Le dernier acte en date du 12/06/2018 précité indique que le montant des garanties financières retenu pour l'établissement est considéré comme nul, celui-ci étant inférieur au montant libératoire fixé par le Code de l'environnement. Ainsi, l'exploitant est exempté de constituer les garanties financières prévues à l'article R. 516-1 du Code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Exploitation d'un forage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2003

Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau

Prescription contrôlée :

Rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature IOTA (annexe de l'article R. 214-1 du Code de l'environnement) :

Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.

Constats :

L'exploitant déclare la présence d'un forage situé au sud de l'installation, utilisé ponctuellement dans le process. L'inspection constate la présence d'un capot de fermeture en béton protégeant l'ouvrage. L'inspection indique que l'exploitation de ce forage relève de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités figurant au tableau annexé à l'article R. 214-1 du Code de l'environnement. L'exploitant n'est pas titulaire de la déclaration requise par cette rubrique en application de l'article L. 214-3 du Code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.II
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation - aménagement
Prescription contrôlée : [...] Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. [...]
Constats : <u>Constats du 05/07/2021</u> Sous le hangar extérieur, il a été constaté qu'une rétention était hors d'usage, qu'une autre n'était pas suffisante au regard de la quantité de produit et qu'une dernière n'était pas utile du fait du mauvais rangement de produits. <u>Constats du 27/11/2023</u> L'inspection constate l'absence de dispositif de rétention associé au stockage d'un conteneur (1 m ³) de BONDERITE M-NT 5992 (produit de passivation), présent sous l'auvent extérieur. Par courriel du 04/12/2023, l'exploitant a justifié la mise en place d'un dispositif de rétention d'une capacité de 1000 litres associé au stockage du conteneur précité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Chargement et déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.V
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation - aménagement
Prescription contrôlée : [...] Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages.
Constats : <u>Constats du 05/07/2021</u> Les transports de sacs du hangar extérieur au sous-sol se font actuellement sans précaution suffisante pour éviter le renversement accidentel des emballages et la dispersion de produits chimiques (brouette et portage par un escalier). <u>Constats du 27/11/2023</u> L'exploitant indique que les transports de sacs concernaient les sacs de 25 kg de chlorure d'ammonium utilisé pour le dégraissage des pièces. L'exploitant confirme que cette pratique de manutention a été arrêtée. La palette de transport contenant les sacs est descendue par la trappe d'accès extérieure vers le sous-sol. En l'absence de manutention le jour de la visite, l'inspection a uniquement constaté la présence de cette trappe.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation - aménagement
Prescription contrôlée : [...] Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. [...]
Constats : <u>Constats du 05/07/2021</u> Le jour de l'inspection, l'exploitant a constaté que le plan du site et des réseaux n'était pas à jour. <u>Constats du 27/11/2023</u> L'exploitant met à disposition le plan des réseaux en date du 10/05/2022 (n°affaire : 1810160). Les réseaux d'alimentation en eau potable, d'eaux usées et d'eaux pluviales ainsi que le bassin de rétention y sont notamment représentés. L'inspection constate que le dispositif de fermeture du bassin de rétention et le sens d'écoulement des réseaux ne sont pas indiqués.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Implantation - aménagement
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. [...] Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
Constats : <u>Constats du 05/07/2021</u> Le jour de l'inspection, personne n'a su indiquer où se trouvait la clef donnant accès au bassin de confinement. L'inspection n'a pas pu vérifier le bon fonctionnement des organes de commande. <u>Constats du 27/11/2023</u> L'exploitant déclare que le site dispose d'un bassin assurant une fonction de régulation des eaux pluviales et une fonction de rétention des eaux susceptibles d'être polluées, équipé d'une vanne de barrage à activation manuelle. Le trop-plein du bassin de régulation (bassin 1) se déverse dans un bassin d'infiltration (bassin 2). L'inspection constate la présence d'une consigne relative à la fermeture des bassins en cas de déversement accidentel ou d'incendie (réf : G29 QSE 06 IT 04 en date du 01/12/2022), affichée sur le portail d'accès aux bassins. L'inspection constate que cette consigne mentionne notamment la coupure de l'évacuation de l'eau en direction des eaux usées à partir du bassin 2. L'exploitant n'est pas en capacité d'expliquer ce point. Par ailleurs, à la demande de l'inspection, l'exploitant a rencontré des difficultés à manoeuvrer la vanne de fermeture entre le bassin 1 et le bassin 2, en raison d'un défaut manifeste d'entretien de ses parties mobiles.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 7 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13.I
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales d'exploitation
Prescription contrôlée : Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations décrivent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, [...] Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : <u>Constats du 05/07/2021</u> Même si les installations sont contrôlées pour la plupart, cela n'est pas formalisé ni tracé, notamment pour ce qui concerne les rétentions des produits chimiques, les déclencheurs d'alarme en point bas, l'état des canalisations de transport des fluides dangereux et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être. <u>Constats du 27/11/2023</u> L'exploitant indique que le suivi des opérations de maintenance préventive est réalisé au travers d'un tableau informatisé. La consultation du tableau permet de visualiser la mention du libellé de l'opération de maintenance, la fréquence associée ainsi que la date de réalisation. Toutefois, ce tableau ne mentionne pas les critères à satisfaire à l'issue de la réalisation desdites opérations de maintenance. De plus, l'exploitant n'est pas en capacité de mettre à disposition les consignes de mise en œuvre desdites opérations de maintenance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

